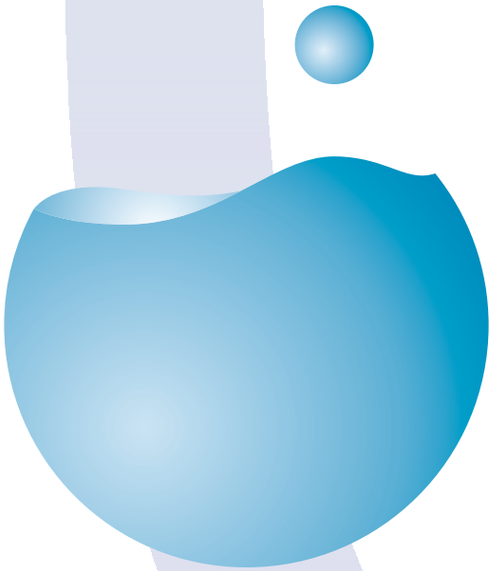
CONSEIL VINGT MONDIAL ANS DE L'EAU D'ENGAGEMENT



CONSEIL MONDIAL DE L'EAU VINGT ANS D'ENGAGEMENT

1996–2016

Sommaire

Introduction
5

La Création du Conseil mondial de l'eau
6

Le Forum mondial de l'eau : mobiliser pour agir
8

La Vision mondiale de l'eau pour la vie et l'environnement au 21ème siècle
10

La revue « Water Policy »
12

L'eau et le développement durable
14

Les actions pour l'eau dans le monde
16

L'Alliance pour le suivi des ressources en eau
18

Le financement de l'avenir de l'eau
20

Les Grand Prix internationaux pour l'eau

22

L'eau : un enjeu politique

24

Le droit à l'eau et à l'assainissement

26

Coopérer pour mieux faire face aux désastres liés à l'eau

28

Mobiliser les autorités locales et régionales

30

L'eau et le climat

32

L'eau dans l'opinion publique

34

L'accès à l'eau pour tous

36

Universaliser la sécurité hydrique

38

L'eau et l'énergie

40

L'eau pour l'alimentation

42

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau

44

Les membres du Conseil mondial de l'eau, 7ème Assemblée générale, Marseille, le 13 novembre 2015.

Introduction

Le Conseil a vu le jour il y a 20 ans. Qui, alors, pensait que l'eau était une priorité mondiale ? Nous. Nous en étions convaincus. En l'espace de deux décennies, la nécessité d'assurer la sécurité de l'accès à l'eau dans un contexte de développement rapide a été portée sur le devant de la scène. Le Conseil a joué un rôle très important dans l'obtention de ce résultat. Son exceptionnelle influence au sein des débats internationaux a contribué à placer l'eau au cœur même du développement mondial.

Il est impossible de faire justice à 20 années de travail en quelques pages. Ce document ne fait que surligner une partie des efforts remarquables déployés pour promouvoir des politiques orientées vers un changement positif en matière de gestion de l'eau. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que le Conseil est bien plus que la somme de ses éléments. C'est l'engagement et le soutien de tous nos membres et partenaires – des organisations influentes, talentueuses et inspirantes – qui ont contribué à mettre l'eau à l'ordre du jour mondial en tant qu'enjeu critique.

Pourtant, l'obtention d'engagement politique au plus haut niveau et à long terme sur la question de l'eau est un défi qui n'a jamais été aussi grand. Mais ce grand défi s'accompagne aussi de grandes opportunités. La mobilisation de l'action politique canalise la capacité à générer un changement positif substantiel. Le rôle ultime du Conseil continue d'être celui de rassembler des décideurs de tous horizons et tous niveaux autour d'un objectif commun : assurer la sécurité et la durabilité de l'accès à l'eau pour tous.

Garantir l'accès à l'eau pour tous est primordial pour un développement socio-économique durable à travers le monde. À l'heure de la parution de ce livre anniversaire, alors que le Conseil réunit des décideurs du monde entier et de tous univers pour qu'ils se rencontrent, échangent et entreprennent ensemble des actions en faveur de la sécurité et de la durabilité de l'eau, le monde se dirige vers un avenir plus juste et plus sûr. Pour ses futurs anniversaires, le Conseil aspire à célébrer l'accomplissement de sa vision et l'élévation des enjeux de l'eau au plus haut niveau de l'agenda mondial.

La Création du Conseil mondial de l'eau

L'inquiétude mondiale envers les questions environnementales n'a fait que croître lors des décennies précédant le passage au nouveau millénaire. À cette époque, les professionnels de l'eau s'inquiétaient que leurs constats et leurs recommandations ne soient connus que d'eux. Il était impératif de toucher le monde politique et les véritables décisionnaires. L'eau méritait qu'on lui accorde une plus grande attention, à tous les échelons gouvernementaux, et ce partout dans le monde. La communauté de l'eau était alors dispersée à travers une multitude d'associations représentant divers acteurs et secteurs. Les problématiques liées à l'eau exigeaient une meilleure visibilité mais la communauté internationale ne disposait d'aucune plateforme, que ce soit au sein ou en dehors des Nations unies, pour en discuter. C'est en 1996, au cours du congrès international de l'IWRA sur l'eau, organisé au Caire, que le Conseil mondial de l'eau a été officiellement fondé par plusieurs organisations internationales.

Le rôle initial du Conseil était de servir de laboratoire d'idées et d'organiser tous les trois ans le Forum mondial de l'eau. Au fil des ans, le Forum a encouragé les débats, remis en cause les idées reçues et fourni une plateforme de présentation et de discussion des problématiques et des moyens d'y apporter des solutions. Le Conseil a évolué pour devenir une organisation au rayonnement international, qui traite de vastes questions de politique et qui est à l'origine de programmes et d'initiatives pour l'élaboration de recommandations sur les politiques à mettre en œuvre.

Depuis sa création, le Conseil a mené de nombreux efforts de mobilisation à tous les échelons de la communauté mondiale pour des actions liées à l'eau. Un des domaines d'activité les plus importants du Conseil a été l'interaction avec les décideurs politiques aux échelons les plus hauts. Lorsque l'on se repenche sur les 20 dernières années, il est évident qu'avec ses membres et ses partenaires, le Conseil a joué un rôle prépondérant pour le positionnement de la sécurité et de la durabilité de l'accès à l'eau sur le devant de la scène internationale. De la reconnaissance de l'eau en tant que droit de l'homme par la communauté internationale en 2010, à la constitution du Panel de Haut Niveau sur l'eau en 2016, le Conseil a incité la communauté politique à réagir face aux défis mondiaux grandissants.

En cette année anniversaire, le Conseil peut se féliciter d'avoir plus de 330 organisations membres réparties dans plus de 50 pays. La force du Conseil réside dans l'engagement de ses membres envers des valeurs incarnées dans ses statuts, engagement qui se manifeste dans tous les aspects du travail du Conseil : transparence, démocratie, dignité, indépendance et participation.

Aujourd'hui, grâce à cet engagement, la cause de l'eau reçoit bien plus d'attention qu'il y a 20 ans. Et c'est en partie grâce à la création du Conseil que la place de l'eau à l'ordre du jour mondial est désormais assurée.

Membres constitutifs du Conseil mondial de l'eau

- Istituto Agronomico Mediterraneo (IAM)
- Commission Internationale des Irrigations et du Drainage (CIID)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- International Water Association (IWA)
- International Water Resources Association (IWRA)
- Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)
- Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC)
- Banque Mondiale

C’est lors d’une consultation internationale organisée en 1996 que la ville de Marseille a été sélectionnée pour accueillir le siège du Conseil mondial de l’eau. Depuis, la ville et son maire, M. Jean-Claude Gaudin, n’ont cessé de soutenir le Conseil.

« L’eau est essentielle à toute vie, à tous les écosystèmes et à toute activité humaine. [...] La gestion efficace des ressources en eau du monde contribuera à renforcer la paix, la sécurité, la coopération et les relations amicales entre tous les pays conformément aux principes de justice et d’égalité. »

Statuts du Conseil mondial de l’eau

Le Forum mondial de l'eau : mobiliser pour agir

Le Conseil mondial de l'eau a créé le Forum mondial de l'eau comme un événement triennal permettant à la communauté mondiale de l'eau et aux principaux décideurs de se réunir afin de trouver des solutions communes aux défis liés à l'eau. Au cours des 20 premières années de son existence, le Conseil a co-organisé sept éditions du Forum, avec autant de pays hôtes, et a vu cet événement devenir le plus grand rassemblement au monde de collaboration sur les questions liées à l'eau.

En tant que processus ouvert, abordant toutes les problématiques et réunissant plusieurs parties prenantes, le Forum a contribué à sensibiliser et faire progresser la compréhension sur l'importance des défis mondiaux liés à l'eau, proposant, par ailleurs, des solutions concrètes. En réunissant des acteurs qui autrement n'auraient peut-être pas interagi et ne se seraient peut-être pas entendus - organisations non gouvernementales, entreprises et gouvernements -, et en rassemblant des secteurs ayant parfois été en conflit, le forum a permis de nombreuses avancées : des traités politiques par exemple, des engagements financiers, des mémorandums d'entente, des solutions technologiques et de recherche, des feuilles de route communes, des cadres de travail commun et des politiques publiques innovantes. Par-dessus tout, les Forums ont permis de construire des ponts entre les divers intérêts présents au sein de la communauté de l'eau.

Trois processus sont toujours respectés lors des deux années de préparation précédant chaque événement : politique, régional et thèmatique. Le Bureau du Conseil mondial de l'eau, les gouverneurs et les membres du Conseil, un comité de pilotage international, des centaines d'organisations, des volontaires et des bénévoles contribuent à la réussite du Forum mondial de l'eau. Le principe d'ouverture est fondamental au Forum. Que ce soit à travers les réunions de lancement, les réunions thématiques et de coordination régionale, les ateliers collaboratifs, les panels et sommets régionaux, le Forum, in ou hors les murs, garantit à tous une plateforme d'expression.

Le Forum a créé un espace dynamique de débats, d'échanges, de networking, d'apprentissage, d'acceptation des différences et permet d'envisager une voie commune pour l'avenir de l'eau. Des sessions officielles ont permis de catalyser l'engagement politique des ministres et des décideurs. Parallèlement au programme du Forum, de nombreux autres événements et activités ont permis de présenter des solutions et d'exprimer divers points de vue, notamment : l'exposition mondiale de l'eau, le forum virtuel, le Village des Solutions, des centres de formation, le forum de la jeunesse, les conférences consacrées aux femmes, le festival du film sur l'eau, ainsi que des expositions artistiques.
Au fil des ans, le nombre de participants au Forum a augmenté, passant de quelques centaines à des dizaines de milliers, venant aussi bien de la communauté internationale que des pays hôtes. Continuant sur cette lancée, le Conseil s'efforce d'entretenir l'influence et la réputation du Forum et d'étendre sa portée à toutes les régions du monde.

Le Forum mondial de l'eau

1997

La Vision pour l'eau, la vie et l'environnement, Marrakech, Maroc.
Le 1er Forum a mandaté le Conseil pour l'élaboration d'une vision à long terme pour l'eau, la vie et l'environnement au 21ème siècle.

2000

De la vision à l'action, La Haye, Pays-Bas.
Déclaration ministérielle de La Haye sur la sécurité de l'accès à l'eau au 21ème siècle.

2003

Un forum pour faire la différence, Kyoto-Shiga-Osaka, Japon.
Plus de 3 000 actions locales liées à l'eau ont été répertoriées dans le rapport des Actions pour l'eau dans le monde.

2006

Des actions locales pour un défi mondial, Mexico, Mexique.
Le 4ème Forum a permis d'établir des mécanismes de coopération et de coordination visant à transformer la vision globale en action concrète.

2009

Établir des passerelles entre nos divergences pour l'eau, Istanbul, Turquie.
Autorités locales et régionales ont adopté le Pacte d'Istanbul pour l'eau.

2012

Le temps des solutions, Marseille, France.
Un village des solutions a présenté des actions concrètes provenant du monde entier.

2015

De l'eau pour notre avenir, Daegu-Gyeongbuk, République de Corée.
Le 7ème Forum a produit 16 feuilles de route de mise en œuvre pour guider et assurer le suivi de l'action collective en matière d'eau.

2018

Le partage de l'eau, Brasilia, Brésil.

« Lors du Forum, les participants présenteront des solutions à certains défis mondiaux liés à l'eau, grâce auxquelles nous donnerons naissance à un monde en paix. »

Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, pays hôte du 7ème Forum mondial de l'eau, Daegu-Gyeongbuk, République de Corée.

La Vision mondiale de l'eau pour la vie et l'environnement au 21ème siècle

À l'approche du nouveau millénaire, les professionnels de l'eau et scientifiques à travers le monde tiraient la sonnette d'alarme sur une crise de l'eau imminente. Malgré cela, les tentatives pour aborder les problématiques ou proposer différentes solutions n'eurent qu'un succès limité. Il était évident que sans changements drastiques en matière de gestion de l'eau, de nouvelles crises éclateraient, plus fréquentes et plus graves. Dès sa création, le Conseil a compris la nécessité d'une vision commune, largement partagée, pour guider les actions à entreprendre, afin de répondre de manière décisive aux défis liés à l'eau.

L'une des toutes premières initiatives du Conseil a été d'œuvrer à l'élaboration d'une vision à long terme, pour guider l'action en matière d'eau. Après avoir été officiellement mandaté en 1997, lors du 1er Forum mondial de l'eau, pour mener les travaux, le Conseil, en partenariat avec neuf agences onusiennes majeures et 57 organisations à travers le monde, s'est lancé dans un exercice participatif de grande envergure visant à élaborer cette vision commune. Les objectifs de l'exercice étaient de sensibiliser aux tendances alarmantes en matière d'eau, en particulier hors de la communauté de l'eau, de proposer des actions concrètes pour réparer les dommages reversibles et d'encourager les bonnes pratiques de gestion durable des ressources en eau.

Selon le principe de consultation élargie, le Conseil a mis en place un comité de gestion de la Vision, afin de recueillir des avis aux niveaux local, territorial, national, régional et international. Pendant 18 mois, le comité a tenu 73 consultations et réunions au cours desquelles plus de 15 000 hommes et femmes ont partagé leurs aspirations, puis il a élaboré des stratégies d'actions concrètes pour l'utilisation et la gestion durable des ressources en eau.

Trois scénarios d'envergure internationale ont donné lieu à des discussions, afin d'explorer divers avenirs possibles et d'identifier les forces motrices et les incertitudes critiques. À ce jour, l'analyse portant sur les ressources hydriques mondiales entreprise en vue de l'élaboration de la Vision mondiale de l'eau demeure la plus complète jamais réalisée.

Le Conseil s'est appuyé sur l'expérience de professionnels et de parties prenantes à travers toute la communauté de l'eau. Non seulement cette approche a conduit à l'élaboration d'une vision source d'inspiration, mais elle est aussi à l'origine d'un mouvement pour parvenir à un consensus sur la gestion de l'eau, afin d'éviter d'autres crises. En faisant de l'eau l'affaire de tous, la Vision a initié la transition de la vision à l'action, transition qui s'intensifie à travers le monde, alors que le Conseil fête son 20ème anniversaire.

La Vision mondiale de l'eau, ou L'eau : l'affaire de tout le monde

La Vision mondiale de l'eau, avec ses 11 recommandations de politiques publiques à mettre en œuvre, a été présentée par la Commission mondiale sur l'eau au 21ème siècle lors du 2ème Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à La Haye au Pays-Bas, en mars 2000.

« Notre vision est celle d'un monde dans lequel toute personne aura accès à des ressources en eau sûres et suffisantes pour répondre à ses besoins, y compris alimentaires, par des moyens préservant l'intégrité des écosystèmes. »

Vision mondiale de l'eau pour la vie et l'environnement au 21ème siècle – L'eau : l'affaire de tout le monde, 2000.

« La Vision mondiale de l'eau est l'un des documents les plus cités de la littérature liée à l'eau. L'inclusion de son message en tant qu'objectif pour l'eau dans les Objectifs de développement durable (ODD), adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015, est un formidable pas en avant. Désormais, la discussion relative aux autres ODD dont la réalisation dépend des ressources en eau doit aussi intégrer les scientifiques et professionnels de l'eau. »

William J. Cosgrove, Président du
Conseil mondial de l'eau, 2003–2005.

La revue « Water Policy »

Renforcer les capacités pour la mise en œuvre d'une gestion de l'eau intégrée requiert de la communication entre de nombreuses communautés issues autant des secteurs privés que publics : décideurs politiques et diplomates, secteurs administratifs, financiers, juridiques, techniques et scientifiques. Le dialogue doit aussi inclure les communautés de l'eau des secteurs industriels, urbains, agricoles et des transports. C'est donc avec l'objectif d'inviter les groupements d'intérêt à former et se laisser former par les idées et le débat sur les politiques publiques en matière d'eau que le Conseil a lancé la revue « Water Policy ».

La parution du premier numéro de la revue « Water Policy » date de 1998, tout comme la nomination par le Conseil de Jerome Delli Priscoli au poste de rédacteur en chef. Hébergée par le U.S. Army Corps of Engineers Institute for Water Resources depuis près de deux décennies, la revue aborde les problématiques liées à l'eau, que ce soit du point de vue des politiques publiques à mettre en œuvre, de la finance, de la politique, de l'économie, de la législation, de la réglementation, de la gestion et de l'infrastructure.

La revue Water Policy soutient les objectifs du Conseil, notamment en matière de dialogue intersectoriel, de sensibilisation aux enjeux d'amélioration des échanges et de coopération technico-politiques autour de la gestion des ressources en eau. Au travers d'analyses, d'études et de débats, tous les aspects liés aux politiques sur les ressources en eau sont abordés. Aujourd'hui, la revue Water Policy est reconnue comme l'une des plus grandes publications sur l'économie politique et les politiques publiques liées aux ressources en eau.

À propos de la revue

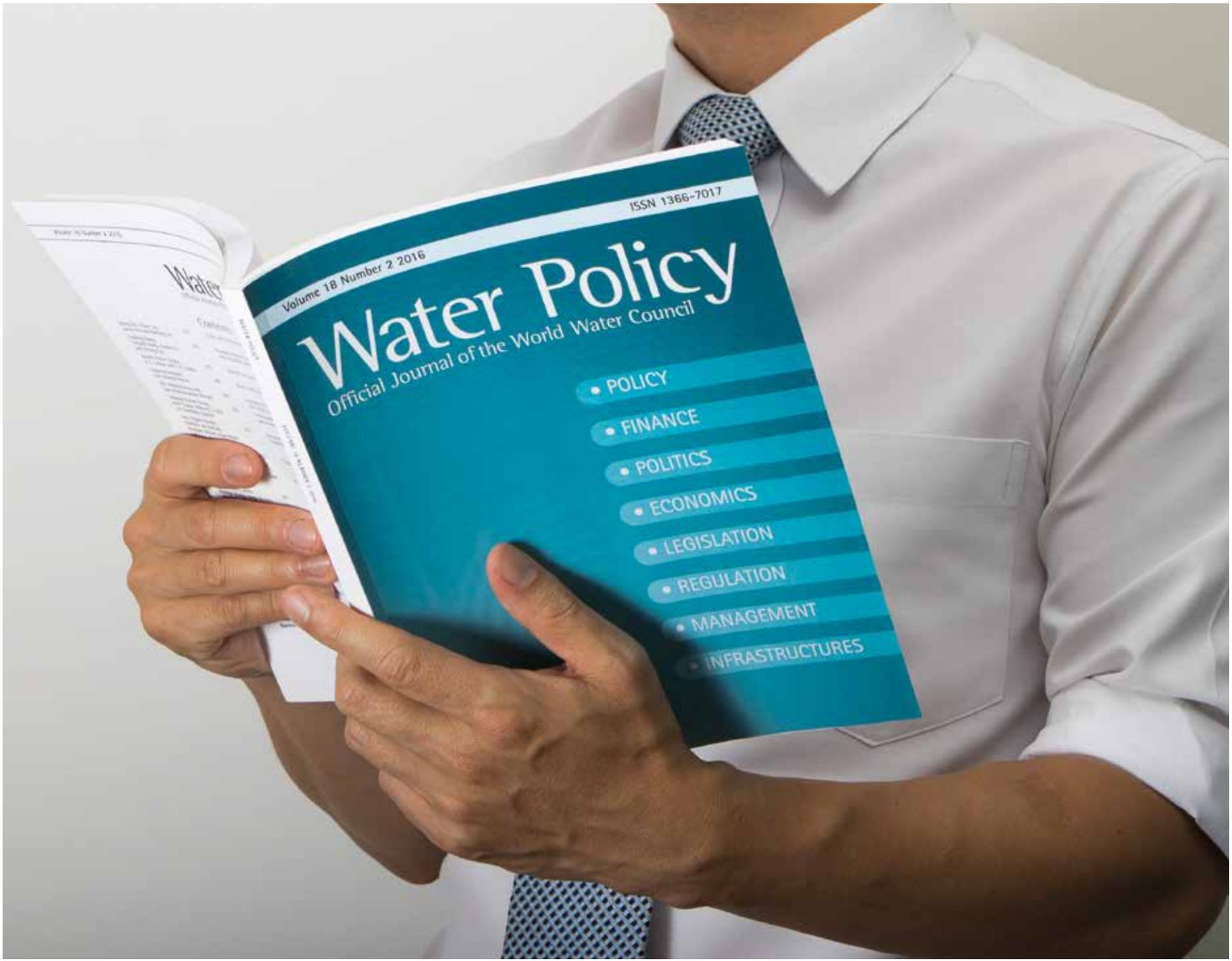
Water Policy, qui compte aujourd'hui 18 volumes, est une revue comprenant un comité de lecture, dont six numéros sont publiés chaque année. Des numéros spéciaux publiés deux à trois fois par an couvrent des sujets d'actualité pertinents. Le comité de rédaction indépendant comprend 32 diplomates et experts internationaux du domaine de l'eau.

Si l'édition de la revue était initialement soutenue par le département de géosciences de l'université d'État de l'Oregon, huit grands instituts et universités d'Australie, de Chine, d'Inde, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, des États-Unis, de Grèce et d'Afrique du Sud sont aujourd'hui impliqués dans sa publication.

La revue bénéficie d'un facteur d'impact élevé (indicateur de l'importance d'une revue dans une discipline) et des milliers d'articles lui ont déjà été soumis.

« En 1998, après le 1er Forum mondial de l'eau à Marrakech, personne n'aurait pu prévoir le succès et la visibilité qu'atteindrait Water Policy en l'espace de deux décennies... Water Policy fait désormais partie intégrale de la communauté mondiale de l'eau, et des débats intellectuels et politiques liés à l'eau dans tous les secteurs et toutes les régions du monde. »

Jerome Delli Priscoli, Rédacteur en chef de la revue Water Policy.



Water Policy, la revue officielle du Conseil mondial de l'eau, a été publiée par Elsevier Science Ltd de 1998 à 2002. Depuis 2003, la revue est publiée avec IWA Publishing.

L'eau et le développement durable

Les gouvernements font face à des défis toujours plus grands pour protéger l'environnement tout en soutenant le développement. Au cours des 20 dernières années, le Conseil a œuvré pour une reconnaissance internationale d'une gestion de l'eau efficace comme condition préalable au développement durable – un développement devant répondre aux besoins quotidiens, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

En 1998, peu de temps après la création du Conseil et la tenue du 1er Forum mondial de l'eau, le Président de la République française, avec le soutien du Conseil, a conduit l'organisation de la Conférence Internationale sur le Développement Durable à Paris. L'an 2000 a vu le lancement de la Vision mondiale pour l'eau – élaborée au cours d'un exercice mené par le Conseil – et des objectifs pour l'eau et l'assainissement parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), menant à des progrès considérables au cours des 15 années suivantes.

En 2005, le Conseil économique et social des Nations unies conféra au Conseil un statut consultatif spécial, lui permettant de poursuivre ses efforts auprès de la Commission du Développement Durable. Le Conseil, avec l'aide de plusieurs de ses partenaires, élabora plusieurs programmes tels que L'eau pour la Croissance et le Développement, entrepris avec le Ministère français des Affaires étrangères. Ce programme a permis de développer un cadre décisionnel adapté et de mettre en exergue le rôle primordial d'investissements judicieux sur le continent africain.

En 2012, le Conseil a entamé une coopération sur l'eau et la croissance verte avec le Ministère coréen de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et des Transports. Les résultats présentés lors du 7ème Forum mondial de l'eau ont souligné l'importance d'une approche pour la gestion de l'eau qui contribue à la croissance économique et à un développement social intégré, protégeant l'environnement.

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont succédé aux OMD lors de la Conférence Rio+20 des Nations unies sur le développement durable. Le Conseil a activement contribué à la discussion en alimentant le débat sur le développement durable lié à l'eau. Le Président du Conseil mondial de l'eau a présenté trois recommandations à une table ronde à Rio+20 composées de chefs d'États et de gouvernements :

- La mise en œuvre du droit à l'eau
- L'intégration de la gestion de l'eau, de l'énergie et de l'utilisation des sols
- La sécurisation des ressources en eau, afin de préserver la biodiversité et les écosystèmes.

Par la suite, reconnaissant qu'il était important de maintenir la dynamique pour l'obtention d'un Objectif de développement durable consacré à l'eau et à l'assainissement, le Conseil a créé un groupe de travail spécialisé pour l'Agenda post-2015. Le groupe de travail a réalisé des analyses, rédigé un document de principe, mis au point une stratégie de sensibilisation et élaboré un argumentaire pour les membres du Conseil. Un déjeuner-débat de haut niveau, co-organisé avec les gouvernements de Suisse, des Pays-Bas et de Colombie, le Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies et ONU-Eau en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en 2013, eut pour but d'influencer favorablement les États membres des Nations unies pour l'intégration d'un objectif dédié à l'eau. Le Sommet sur l'eau de Budapest, co-organisé en 2013 par le Conseil et le gouvernement de Hongrie, et auquel le Secrétaire général des Nations unies participa, a renforcé l'importance de l'eau pour le développement socio-économique. Le plaidoyer en faveur d'un Objectif de développement durable consacré à l'eau s'est prolongé à travers le processus ministériel et le Panel de Haut Niveau du 7ème Forum mondial de l'eau.

Après plusieurs années d'efforts, la communauté internationale de l'eau a célébré l'Objectif de développement durable consacré à l'eau, présenté lors de l'Assemblé générale des Nations unies en 2015. Le Conseil va continuer d'œuvrer pour la reconnaissance de l'eau parmi tous les Objectifs de développement durable et pour une mise en application réelle dans les années à venir.

Publications du Conseil mondial de l'eau sur le développement durable

- *Water and Green Growth: Beyond the Theory for Sustainable Future.* Volumes 1 et 2. 2015. Conseil mondial de l'eau, Ministère coréen de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et des Transports, Comité national pour le Forum mondial de l'eau de 2015 en Corée et Korea Water Resources Corporation (K-water)
- *Water is a Pre-requisite for all Development. 2013.* Exposé du Conseil mondial de l'eau sur l'eau et le cadre de travail pour l'après 2015
- *L'eau pour la croissance et le développement en Afrique – Un cadre décisionnel pour une mosaïque d'investissements. 2011.* Conseil mondial de l'eau et Ministère français des Affaires étrangères et européennes

« Il est crucial de garantir l'eau et l'assainissement pour tous, afin de réduire la pauvreté et d'atteindre les Objectifs de développement durable. »

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies.

Les actions pour l'eau dans le monde, pour faire de la Vision une réalité

À l'aube du nouveau millénaire, comme aujourd'hui, la croissance démographique et la hausse du niveau de vie exercent une forte pression sur les ressources en eau. Des schémas non durables de consommation et de production dégradent les écosystèmes et réduisent leur capacité à fournir les matières premières et les biens et services associés, essentiels à l'humanité. Il était urgent d'agir et de mettre en place des actions concrètes au service d'un développement durable.
Construire des ponts entre tous les acteurs et secteurs de l'eau est l'absolue nécessité qui a motivé la création du Conseil en 1996, et ce dans l'objectif très concret d'encourager la communauté internationale à agir pour : l'amélioration de la gestion de l'eau ; la coopération internationale et la résolution des questions transfrontalières ; la promotion de l'égalité des sexes dans la prise de décision en matière d'eau ; la maîtrise des risques liés aux impacts de la variabilité et du changement climatique et le financement du développement des infrastructures et des services hydriques.

C'est au 2ème Forum mondial de l'eau à La Haye en 2000 que le Conseil s'est engagé à établir un système de suivi des actions pour faire de la "Vision" une réalité. Il a alors créé le Groupe Actions Eau afin d'enquêter et présenter les efforts et actions pour l'eau dans le monde, tels que : projets de planification ou de mise en œuvre, recherche appliquée et études, campagnes de sensibilisation et réformes politiques, législatives et institutionnelles. L'enquête a porté sur l'approvisionnement en eau et assainissement, ainsi que sur les secteurs où l'eau est particulièrement vitale (EESAB) : la santé, l'agriculture, l'énergie, les écosystèmes et la biodiversité.

Le Groupe a présenté « Les actions pour l'eau dans le monde : Faire jaillir l'eau pour tous », au 3ème Forum mondial de l'eau au Japon en 2003. Cette vue globale rend compte aussi bien des défis que des solutions innovantes menées par des individus et des organisations animés par un même désir de garantir des ressources en eau sûres, fiables et durables pour les générations actuelles et futures. Ce travail, un rapport et une base de données de 3 000 actions mises à disposition par la communauté internationale pour la communauté internationale – a permis à des individus du monde entier d'apprendre des expériences des autres et de développer une plus grande capacité d'action.

Le rapport « Les actions pour l'eau dans le monde » et la base de données d'actions ont montré, qu'à travers le monde, des individus et des organisations œuvraient pour résoudre les problématiques liées à l'eau, souvent avec un succès considérable. A cette époque, certaines actions avaient été lancées, beaucoup étaient en cours, mais les travaux d'analyse ont montré que beaucoup de mesures restaient encore à prendre. Le rapport a identifié des lacunes, particulièrement en matière d'investissement, de réforme institutionnelle et de développement des capacités. De ce constat, neuf recommandations concrètes ont été portées par le Conseil pour agir, avancer plus vite et éviter une crise mondiale de l'eau.

Les Actions pour l'eau dans le monde, que le Conseil a largement diffusé, ont amorcé un réel changement, rappelant haut et fort l'importance du droit à l'eau, en incitant un grand nombre d'hommes et de femmes dans le monde entier à continuer d'œuvrer pour la garantie d'un accès à l'eau pour tous.

« Nous devons construire des ponts entre nous tous sur cette terre, afin de promouvoir les véritables principes de coopération et de coexistence pacifique… Nous devons travailler ensemble, avec plus d'ardeur et de façon plus intelligente que jamais, pour rattraper notre retard et compenser le temps perdu et les échecs du passé. L'eau est précieuse… »

Mahmoud Abu-Zeid,
Président du Conseil mondial de l'eau, 1996–2003, et Ministre égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation, 1997-2009.

L'Alliance pour le suivi des ressources en eau

« On ne peut gérer ce qu'on ne mesure pas » clamaient les membres du Conseil il y a dix ans. Afin de permettre une meilleure gestion des ressources et des services hydriques, données et informations devaient être recueillies et être mises à la disposition de tous. Le Conseil, reconnaissant l'importance d'une évaluation et d'un suivi efficace pour la planification et la mise en œuvre d'actions liées aux ressources en eau, a porté le sujet au plus haut niveau politique international

> « On ne peut gérer ce qu'on ne mesure pas. »

Avec le soutien de partenaires, le Conseil a lancé en 2005 l'Alliance pour le suivi des ressources en eau (Water Monitoring Alliance) lors de la 13ème réunion de la Commission des Nations unies pour le développement durable. L'Alliance a facilité les échanges d'informations et de connaissances et a amélioré les capacités de suivi et l'évaluation des ressources en eau. Grâce au site internet de l'Alliance créé pour recenser et analyser les systèmes de surveillance existants, nombre de programmes de par le monde ont permis le partage de données et de chiffres avec une grande variété d'utilisateurs. La base de données de l'Alliance mettait à disposition des informations fournies par des centaines de programmes de suivi et d'évaluation, et incluait les profils de divers pays, notamment des pays d'Afrique.

Comme l'avait anticipé le Conseil, ce partage des données a permis aux programmes de coordonner leurs efforts. La capacité à rendre compte développée à travers l'Alliance a largement contribué à la capacité des programmes nationaux d'assurer le suivi des progrès réalisés en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Depuis l'arrêt des activités de l'Alliance, le Conseil a continué à peser pour la normalisation des données et des méthodes de collecte des informations. Chaque Forum mondial de l'eau est l'occasion de discuter de diverses approches, telles que le suivi de l'évolution au cours du temps pour évaluer l'efficacité des interventions et mesurer l'impact des réformes politiques et de l'investissement à l'échelle nationale et régionale. Le Guide pour l'Eau d'Istanbul, élaboré pour le 5ème Forum mondial de l'eau, exhortait les ministres à dresser le bilan de la situation, à améliorer les systèmes de coopération existants, à en développer de nouveaux plus innovants, et à promouvoir la coopération transfrontalière et l'échange des données. Discussions et analyses ont conduit les ministres à reconnaître le besoin de surveillance des ressources en eau pour l'identification des tendances et à appeler à une plus grande utilisation des données scientifiques dans la prise de décision.

Travaillant à concrétiser le souhait des nations de travailler en plus étroite collaboration dans le domaine de l'eau, de tisser des liens et de mieux se comprendre, le Conseil a continué d'encourager le partage et l'échange des connaissances techniques ainsi que les programmes communs de suivi et de collecte de données. Des informations exactes, produit final d'une évaluation et d'un suivi fiable, sont en effet un outil puissant pour la gestion des ressources en eau.

Le suivi et l’évaluation

Un triptyque cyclique:

- Élaboration du projet politique et définition d’objectifs réalisables
- Établissement d’un ensemble d’indicateurs permettant de suivre les progrès faits en vue de la réalisation des objectifs fixés
- Analyse des résultats et élaboration de comptes-rendus

Le financement de l'avenir de l'eau

La sécurité hydrique dépend de nombreux facteurs, et particulièrement d'une bonne infrastructure. Or, des investissements colossaux dans les infrastructures hydriques sont nécessaires dans toutes les régions du monde pour augmenter la sécurité hydrique.

En 2003, le Panel mondial sur le financement des infrastructures de l'eau – initiative majeure soutenue par le Conseil, dont le but est de traiter la question du financement de façon globale – a émis des recommandations sur la façon d'augmenter les maigres fonds affectés aux infrastructures hydriques. Le Rapport Camdessus, du nom du président du panel, s'est révélé décisif et a influencé l'agenda international durant la décennie suivante, entraînant ainsi des changements dans les politiques et les pratiques de grandes institutions financières pour le développement. Ces changements ont contribué à une augmentation significative du volume des fonds alloués aux infrastructures hydriques. Le Rapport Camdessus porte essentiellement sur les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. À sa suite, en 2006, le groupe de travail Gurría sur le financement de l'eau pour tous, également soutenu par le Conseil, a inclus l'irrigation et a montré comment les autorités nationales et, tout particulièrement les autorités municipales, pouvaient aider au financement de l'eau.

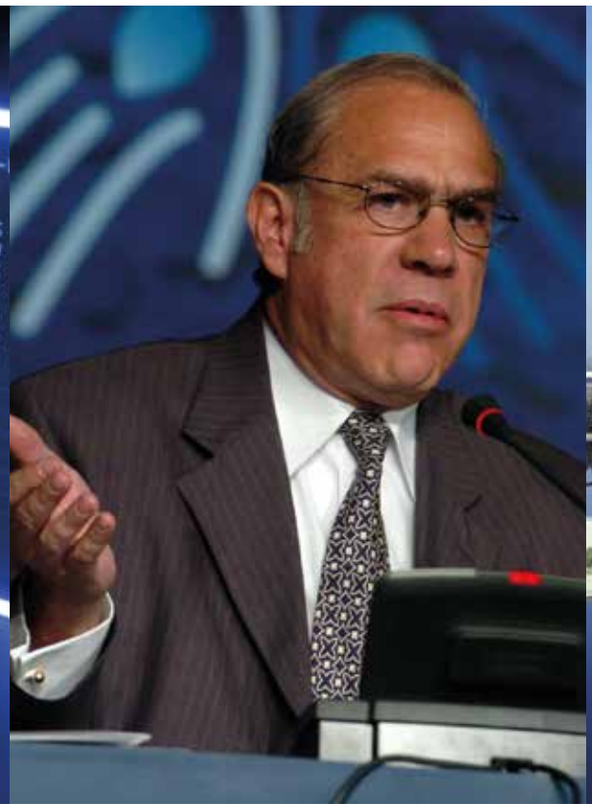
Obtenir un financement pour la sécurité de l'accès à l'eau est un défi que le Conseil a exploré avec des partenaires, à travers des efforts et des programmes encore en cours. Au fil des ans, le Conseil a favorisé le dialogue sur le rôle de l'infrastructure dans la sécurité de l'accès à l'eau et sur les moyens d'accroître l'investissement. Le Conseil a contribué à une meilleure compréhension des interdépendances complexes qui existent entre le secteur de l'eau et d'autres secteurs tels que ceux de l'alimentation, de l'énergie et de l'utilisation des sols. Il a aussi contribué à une meilleure reconnaissance de la nécessité de gérer la demande et d'utiliser d'autres sources de financement pour l'eau. En 2014, le Conseil, en collaboration avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, a créé un Panel de haut niveau sur le financement des infrastructures pour la sécurité de l'eau à l'échelle mondiale, afin de poursuivre l'étude des financements hydriques.

Le travail de longue date du Conseil a contribué à sensibiliser les décideurs sur le rôle de l'eau dans les économies et la nécessité d'investir beaucoup plus dans l'eau d'ici 2025. Le Conseil a identifié le financement de l'eau comme un domaine privilégié au sein duquel il pense pouvoir exploiter l'expertise et l'expérience de ses membres et travailler avec des partenaires, afin de défendre l'importance de l'eau en lien avec le développement économique, la finance et l'investissement.

Financer les infrastructures pour la sécurité hydrique à l'échelle mondiale

Le rapport Water: *Fit to Finance?* publié en 2015 par le Conseil mondial de l'eau et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques présenté lors du 7ème Forum mondial de l'eau, couvre un large périmètre aussi bien du point de vue géographique qu'en matière d'infrastructures hydriques. Ce rapport va plus loin que la seule question de la quantité de financement nécessaire pour permettre aux infrastructures hydriques de traiter les nouveaux enjeux émergeants. Le message clé est que l'investissement dans l'eau a été, et continuera d'être, la plus importante action sociale que les sociétés peuvent mener au niveau macro, afin d'assurer la sécurité de l'accès à l'eau, pour répondre aux futures demandes de la population et de l'économie mondiale.

Les infrastructures hydriques doivent être à usages multiples pour répondre aux demandes d'eau grandissantes du secteur agricole, de l'industrie, du secteur de l'énergie et de l'utilisation domestique. Mais de telles infrastructures sont associées à des problèmes de financement spécifiques. Pour répondre à cette demande croissante, les parties prenantes devront puiser des capitaux dans des sources nouvelles et existantes telles que les fonds de pensions, les fonds dédiés à l'eau, les fonds souverains, les fonds pour le climat, les obligations vertes et les compagnies d'assurance, afin d' élaborer des projets majeurs d'infrastructures hydriques.



« Il est important que nous prenions les bonnes décisions en matière d'infrastructures hydriques. Il faut que les gouvernements se concentrent davantage sur la coordination du calendrier des divers investissements liés à l'eau, sur la maximisation de leur efficacité et sur leur capacité à exploiter de nouvelles sources de financement. »

Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Les Grand Prix internationaux pour l'eau

Les récompenses internationales attirent une attention considérable et assurent un soutien aux lauréats. Depuis le 3ème Forum mondial de l'eau, le Conseil, en collaboration avec des membres et des partenaires, lance régulièrement des appels à candidatures pour des prix internationaux, lesquels ont permis de récompenser toute une variété de contributions dans le domaine des ressources en eau – contributions scientifiques, économiques, techniques, environnementales, sociales, institutionnelles, culturelles et politiques. Ces prix ont été remis lors des cérémonies d'ouverture et de clôture des différentes éditions du Forum mondial de l'eau, recevant ainsi une large couverture médiatique.

Afin de récompenser et de promouvoir « la coopération et la solidarité dans les domaines de la gestion et du développement des ressources en eau », le Conseil et le Royaume du Maroc ont créé le Grand Prix mondial Hassan II pour l'Eau, qui fut remis pour la première fois en 2003. En l'honneur de la vision stratégique et éclairée de Sa Majesté le Roi Hassan II, le prix récompense les actions positives en matière de sécurité de l'accès à l'eau et de gestion durable des ressources en eau. Grâce notamment à l'excellence des réalisations des lauréats, la réputation du Grand Prix mondial Hassan II pour l'Eau a grandi au fil des années.

Le Grand Prix mondial de l'Eau de Kyoto a été lancé en 2006 par la ville de Kyoto et l'association Soroptimist International de Kyoto en partenariat avec le Conseil. Désormais organisé par le Forum japonais de l'Eau, le Grand Prix mondial de l'Eau de Kyoto encourage les efforts fructueux d'organisations œuvrant au niveau citoyen dans les pays en développement pouvant servir de modèle pour traiter les problématiques liées à l'eau.

Le Conseil a aussi apporté son soutien à d'autres prix d'excellence visant à récompenser et encourager les actions positives liées à l'eau. En particulier, le Prix de l'Eau du Mexique, autrefois appelé « Compromiso Mexico » a été créé pour récompenser les politiques locales et publiques qui démontrent d'un impact positif sur les services aux communautés.

Grâce aux honneurs et au soutien financier considérable associés à ces prix, les lauréats ont gagné en prestige, ont eu accès à des réseaux internationaux et ont obtenu les moyens de poursuivre leurs travaux. La couverture médiatique des récompenses offre de la visibilité aux sujets liés à l'eau et permet de faire entendre la voix des lauréats. Les récompenses ont joué un rôle important pour sensibiliser le public et attirer l'attention sur les enjeux mondiaux liés à l'eau.

○ Lauréats du Grand Prix mondial Hassan II pour l'Eau

2003

Mahmoud Abu-Zeid, Ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation d'Égypte, et Jerson Kelman, Président Directeur de l'Agence nationale de l'Eau du Brésil, pour les résultats significatifs qu'ils ont obtenus dans le domaine de l'eau.

2006

Torkil Jønch Clausen, Directeur du développement et Directeur général adjoint de DHI Eau et Environnement (Danemark) pour son extraordinaire contribution à l'avancement de la gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle internationale.

2009

Abdulatif Youssef Al-Hamad, Directeur général, Fonds arabe pour le Développement économique et social, pour sa contribution à l'amélioration de la gestion des ressources en eau.

2012

L'Observatoire du Sahara et du Sahel, pour ses systèmes d'alerte précoce et de surveillance destinés au secteur agricole.

2015

Abdou Maman, Directeur, Tech-Innov Niger, pour une solution intégrée et innovante de contrôle à distance de l'irrigation.

De haut en bas et de gauche à droite : Lauréats du Grand Prix mondial Hassan II pour l'Eau, du Prix de l'Eau du Mexique et du Grand Prix mondial de l'Eau de Kyoto, lors des cérémonies de remises des prix du 7ème Forum mondial de l'Eau ; champs télé-irrigués, une innovation de Tech-Innov Niger pour l'irrigation à distance, qui a remporté le Grand Prix mondial Hassan II pour l'Eau en 2015.

○ Lauréats du Grand Prix mondial de l'Eau de Kyoto

2006

Gram Vikas (Inde), pour avoir répondu aux besoins critiques en eau des communautés et régions d'Orissa.

2009

Watershed Organization Trust (Inde), pour son programme « Changing Lives, Saving the Future ».

2012

Katosi Women Development Trust, (Ouganda), pour son travail en vue de résoudre les problèmes liés à l'eau en Ouganda.

2015

Environment and Public Health Organization (Népal), pour leurs remarquables activités locales afin de gérer les problèmes liés à l'eau.

L'eau : un enjeu politique

La compétition pour l'eau s'intensifiant, les décisions concernant les allocations et leur utilisation deviennent de plus en plus politiques. Les élus ont la charge d'adopter des lois, de façonner la gouvernance et d'affecter les budgets pour l'eau. La promotion de la sensibilisation, la construction d'un engagement et la stimulation d'une action sur les problématiques cruciales ayant trait à l'eau au sein de la communauté politique ont occupé le devant de la scène de l'hydro-diplomatie ou de l'hydro-politique mise en place au niveau international par le Conseil, une stratégie innovante et dynamique pour faire de l'eau une haute priorité dans l'agenda politique.

Le Conseil a mobilisé des responsables politiques à tous les niveaux au sujet de l'eau, en développant des partenariats solides avec les agences des Nations unies, les gouvernements nationaux, les élus et parlementaires, régionaux et locaux, en partie dans le cadre du processus politique mené à des niveaux multiples par le Forum mondial de l'eau. Depuis le début, le Conseil a pris l'initiative, en soutenant l'inscription de l'eau au programme du G7 +1 de 1997, d'un forum informel pour instaurer un débat entre les chefs d'état et les gouvernements des économies les plus avancées du monde. À cette occasion, la délégation française a repris l'initiative, menant ainsi le Président Jacques Chirac à faire un plaidoyer passionné aux autres dirigeants mondiaux en faveur d'une coopération mondiale pour l'eau. En réponse directe à ce plaidoyer, l'eau a été inscrite au programme du G8 en 2003 à Évian. Le Plan d'action pour l'eau d'Évian qui s'ensuivit a contribué à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement.

Les dirigeants politiques approuvent le Conseil en tant qu'organisation internationale respectée et reconnue dans le domaine de l'eau, et se tournent également vers lui lorsqu'ils ont besoin d'un point de référence en matière d'eau. Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, alors qu'il accueillait la délégation du Bureau du Conseil mondial de l'eau au siège des Nations unies à New York en 2010, a invité le Conseil à être étroitement impliqué dans la préparation du Sommet de la Terre Rio +20 en 2012, affirmant ainsi l'influence politique du Conseil en matière d'eau.

Le Conseil est particulièrement fier de son engagement dans la création et le soutien continu d'un Panel de Haut Niveau sur l'Eau, co-organisé par les Nations unies et la Banque Mondiale et présidé conjointement par les Présidents de la République de Maurice et du Mexique. Les résultats des délibérations de ce Panel de Haut Niveau sur l'Eau doivent être présentés lors du 8ème Forum mondial de l'eau en 2018.

Les avancées de l'hydro-diplomatie

Les éléments suivants ont été rendus possibles par l'hydro-diplomatie menée, entre autres, par le Conseil :

- Inscrire l'eau au programme du G7+1 de 1997 et du G8 de 2003
- Confirmer le droit à l'eau et à l'assainissement en 2010
- Atteindre l'Objectif concernant l'eau parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement avant le délai prévu
- Établir l'objectif de développement durable n°6 : assurer la disponibilité et une gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous
- Faire avancer l'eau dans l'Agenda du développement post-2015 grâce aux sommets de l'eau de Budapest en 2013 et 2016
- Créer le Panel de Haut Niveau sur l'Eau

« La gestion durable de l'eau est une priorité dépassant les frontières. C'est une problématique qui nécessite des efforts et un engagement combinés de la part de la communauté internationale. »

Enrique Peña Nieto, Président du Mexique et co-président du Panel de Haut Niveau sur l'Eau.

Le droit à l'eau et à l'assainissement

L'eau, besoin vital fondamental, n'a été reconnue comme un droit de l'homme à part entière qu'en 2010, lors de l'adoption de la résolution 64/292 par l'Assemblée générale des Nations unies. Les arguments apportés par le Conseil mondial de l'eau ont joué un rôle crucial pour convaincre la communauté internationale d'adopter la résolution reconnaissant l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit de l'homme à part entière.

Depuis le début des années 2000, le Conseil a largement fait campagne pour la reconnaissance du droit à l'eau. Tout particulièrement, le Conseil a publié, avec la participation de divers experts et partenaires, un rapport historique lors du 4ème Forum mondial de l'eau en 2006. Ce rapport a permis d'éclairer le débat en donnant une définition du droit à l'eau et les conditions de sa mise en place, ce qui a débouché sur un dialogue moins polarisé et une attention plus importante de la part du public sur ce sujet. Peu après, en 2008, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a nommé pour la première fois un Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement. En 2009, le 5ème Forum mondial de l'eau a continué de renforcer l'engagement de faire du droit à l'eau une réalité, jusqu'à sa concrétisation en 2010.

En 2012, le droit à l'eau et à l'assainissement a occupé une place prépondérante lors du 6ème Forum mondial de l'eau et a également fait, pour la première fois, l'objet d'une mention spécifique dans la déclaration ministérielle. La Rapporteuse spéciale des Nations unies, Catarina de Albuquerque, a apporté sa contribution à l'organisation d'un comité de haut niveau sur le sujet. En plus des outils pédagogiques et d'un web documentaire intitulé « L'eau a le droit », le Conseil mondial de l'eau a également fait paraître la version française du livre de la Rapporteuse spéciale « Droit au but » qui définit les bonnes pratiques en matière d'exécution des droits à l'eau et à l'assainissement.

Si de nombreux pays ont adopté une approche axée sur les droits de l'homme afin d'améliorer les cadres juridiques et législatifs concernant l'eau et l'assainissement, le Conseil mondial de l'eau ne cesse de s'exprimer énergiquement afin d'entériner le droit à l'eau et à l'assainissement dans les constitutions nationales et de les encadrer implicitement ou explicitement dans les législations nationales en vue de leur application sur le terrain. De nombreux progrès ont été faits, toutefois, les principales problématiques liées à la mise en place du droit à l'eau et à l'assainissement persistent : garantir le financement, mobiliser la volonté politique, déployer les technologies, améliorer la gouvernance et développer les capacités.

Un rapport historique

En 2006, le Conseil a publié un document influent « Le droit à l'eau : du concept à la mise en œuvre » qui a contribué à susciter une forte adhésion en faveur de la reconnaissance du droit à l'eau comme un droit de l'homme fondamental et à créer un débat éclairé lors du 4ème Forum mondial de l'eau. Le débat impliquant, entre autres, des experts, des représentants des autorités locales et des parlementaires a jeté les bases d'une définition du droit à l'eau et a été un élément essentiel dans l'élan permettant de convaincre l'Assemblée générale des Nations unies d'adopter quatre ans plus tard, en 2010, la résolution 64/292 qui reconnaît le droit à l'eau et à l'assainissement comme un droit de l'homme élémentaire.

« Le droit à l'eau est indissociable de la dignité humaine. A ce titre, écouter, réfléchir, proposer, agir pour que la libre disposition de l'eau potable et de son corollaire, l'assainissement, puisse devenir progressivement une réalité était et reste un devoir moral. »

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau, 2005 – 2012.

Coopérer pour une meilleure résilience face aux désastres liés à l'eau

Chaque année, des catastrophes naturelles, inondations, sécheresses, tsunamis ou tremblements de terres, touchent des millions de personnes partout dans le monde. Les dégâts sont immenses et en augmentation, aussi bien en termes de vies qu'en termes de biens et de moyens de subsistance. Depuis 2007, le Conseil a activement fait pression en faveur d'une action mondiale pour prévenir et gérer les désastres liés à l'eau mais aussi pour s'y préparer.

Plan d'action pour les catastrophes liées à l'eau : 6 priorités

Le Panel de haut niveau sur les désastres liés à l'eau organisé en 2007 à la demande du Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur l'eau et l'assainissement, a identifié les six priorités suivantes:

- Rassembler et mobiliser les parties prenantes avant qu'une catastrophe ne survienne
- Prioriser les systèmes pour prévoir, informer, alerter et évacuer
- Intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement
- Améliorer la réponse aux catastrophes
- Fournir rapidement de l'eau potable et des toilettes lorsqu'une catastrophe ou un conflit survient
- Mettre en place des initiatives transversales

www.wateranddisaster.org

Membre, le Conseil a servi de modérateur pour le Panel de haut niveau sur les désastres liés à l'eau, créé par le Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur l'eau et l'assainissement. En coopération avec 21 experts, le Conseil a contribué à développer le Plan d'action pour les catastrophes liées à l'eau, lancé en 2009 pour mieux se préparer et réagir. Le Plan d'action découlait des recommandations du Plan d'action Hashimoto pour le respect des Objectifs du Millénaire pour le développement pour l'eau et l'assainissement et du Cadre d'action de Hyogo, un plan sur 10 ans pour rendre le monde plus sûr face aux catastrophes naturelles, lancé lors du 4ème Forum mondial de l'eau. Le Plan d'action pour les désastres liés à l'eau définit six priorités et 40 actions pour que la communauté internationale puisse envisager un monde durable plus sûr et réduire les pertes humaines et matérielles.

Plus récemment, suite au tremblement de terre et au tsunami qui ont eu lieu au Japon en mars 2011, le Conseil a pris part à une réunion extraordinaire du Panel d'experts de haut niveau qui appelait à une coopération beaucoup plus grande pour affronter ce genre de catastrophes. Cela a amené le Secrétaire général Ban Ki-moon à convenir, pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, d'une session thématique spéciale sur l'eau et les désastres au siège de l'ONU.

Depuis 2013, le Panel initial a été remplacé par le Panel d'experts et de personnalités de haut niveau pour les désastres liés à l'eau, dont le Conseil mondial de l'eau est membre. En tant que membre de ce nouveau Panel, le Conseil continue d'œuvrer pour une plus grande sensibilisation sur le sujet et pour établir une compréhension commune des catastrophes liées à l'eau au sein du monde politique, que ce soit au niveau national ou intergouvernemental. Des éditions spéciales de la revue du Conseil, Water Policy, ont été publiées sur les catastrophes liées à l'eau en 2015 et sur la sècheresse en 2016, en appui aux activités du Panel.

À la recherche d'un monde plus sûr et plus durable, le Conseil continue de travailler au principe de réduction des risques de catastrophes, basé sur :

- La prévention,
- La préparation,
- Les politiques publiques.

« Le monde fait d'ores et déjà face à d'énormes variabilités en terme de climat, avec notamment des inondations dévastatrices qui touchent les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Nous devons renforcer notre résilience aux désastres liés à l'eau grâce à la prévention, à la préparation et aux politiques publiques. »

Benedito Braga, Président du Conseil mondial de l'eau, depuis novembre 2012, 7ème réunion du Panel de haut niveau sur les désastres liés à l'eau, à Rotterdam, en 2016.

Mobiliser les autorités locales et régionales

Les autorités locales et régionales sont en première ligne pour traiter les problèmes liés à l'eau découlant de l'urbanisation, de la pollution, de phénomènes météorologiques extrêmes et de la pauvreté. Mais bien souvent ces autorités ne sont pas suffisamment impliquées dans les débats portant sur la manière de traiter ces problématiques au sein de l'arène politique internationale. C'est ce que le Conseil cherche à changer, il a d'ailleurs toujours affirmé l'importance d'écouter les autorités locales et régionales lorsqu'il était question d'envisager des actions à entreprendre sur le terrain.

Pour permettre à ces acteurs politiques d'exprimer leurs inquiétudes et de proposer des solutions, le Conseil a lancé en 2006 la toute première Conférence internationale des autorités locales et régionales sur l'eau, qui se tient désormais durant chaque Forum mondial de l'eau. Les conférences rassemblent des maires, des gouverneurs, des responsables municipaux, des urbanistes, des techniciens des services d'eau et d'assainissement et des représentants d'organisations internationales pour analyser des questions telles que la gouvernance, la décentralisation, les budgets, la gestion intégrée des ressources en eau urbaines, la planification urbaine, le développement des capacités, les catastrophes et le changement climatique.

Ces conférences, les plus importantes entièrement dédiées aux problèmes liés à l'eau concernant les gouvernements locaux, sont cruciales pour donner la possibilité aux dirigeants locaux et régionaux de s'exprimer. La Déclaration sur l'eau des gouvernements locaux, une déclaration issue de la première conférence internationale qui a eu lieu en 2006, prévoit des partenariats entre les autorités locales et régionales et les gouvernements nationaux pour gérer l'eau et l'assainissement. Basée sur la déclaration et des débats supplémentaires menés avec les maires, notamment en Afrique, la deuxième conférence qui s'est tenue en 2009 a débouchée sur le Pacte d'Istanbul pour l'Eau qui est devenu le fondement des efforts pour mobiliser les autorités locales et régionales.

Le succès de ce processus politique continu est, en grande partie, le résultat de la stratégie du Conseil visant à s'associer avec des organisations qui représentent les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale. Avec les Cités et Gouvernements Locaux Unis, ICLEI - les Gouvernements locaux pour le développement durable, l'Alliance Mondiale des Partenariats des Opérateurs de l'Eau de l'ONU-Habitat et les villes accueillant le Forum, le Conseil travaille pour renforcer les capacités des décideurs à traiter les défis locaux liés à l'eau. En effet, chaque conférence a suscité des engagements de la part des autorités locales et régionales pour accélérer la marche vers une gestion durable de l'eau.

Le Pacte d'Istanbul pour l'Eau

Le Pacte d'Istanbul pour l'Eau est un accord mondial, volontaire lancé en mars 2008 et concrétisé en 2009 lors de la conclusion de la 1ère Conférence internationale des autorités locales et régionales sur l'eau, qui s'est tenue lors du 5ème Forum mondial de l'eau. En vertu de l'accord, les maires et les représentants des autorités régionales et locales s'engagent à développer des stratégies de gestion de l'eau pour faire face aux grands défis mondiaux.

Le Pacte d'Istanbul pour l'Eau compte environ 1 100 signataires provenant de 58 pays.

« Nous invitons les gouvernements nationaux à établir un dialogue afin de s'assurer que les autorités locales et régionales, au moyen d'un transfert de compétences et de moyens efficaces, disposent de l'autorité légale, des ressources financières, des capacités institutionnelles ainsi que des compétences techniques et humaines adéquates pour gérer l'approvisionnement en eau et l'assainissement aux niveaux local et régional. En respectant le principe de subsidiarité, les gouvernements locaux, après consultation de toutes les parties prenantes, devraient avoir la possibilité de choisir entre différents modèles de gestion. »

Pacte d'Istanbul pour l'Eau, établi lors du 5ème Forum mondial de l'eau, Istanbul, Turquie.

L'eau et le climat

L'impact principal du changement climatique concerne l'eau. La question de l'eau et du climat a attiré très tôt l'attention du Conseil. Ayant compris à quel point il est important de traduire les priorités pertinentes sur le plan technique en décisions politiques, le Conseil avait déjà inscrit l'eau et le climat dans son agenda au moment de la formulation de la Vision mondiale de l'Eau en 1998-2000.

En 2001, le Conseil, a dans le cadre d'un consortium soutenu par le gouvernement des Pays-Bas, lancé le Dialogue sur l'eau et le climat, première étape d'un projet visant à ancrer les questions liées à l'eau dans le débat sur le climat. Le Forum mondial de l'eau a joué un rôle déterminant pour rendre ce dialogue possible. Lors du 5ème Forum, le Programme coopératif sur l'eau et le climat avait sollicité les communautés scientifiques et politiques pour participer à des débats multi-partites et à des panels d'experts de haut niveau. À partir de ces échanges, le Conseil, avec d'autres membres du consortium, a préparé 16 publications de « Perspective » pour mettre l'eau au cœur du débat scientifique et politique sur le changement climatique.

Le Conseil a ciblé les messages et les leçons sur l'eau et le changement climatique qui ont émergé des délibérations lors de la Conférence des Nations unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Depuis la 15ème Conférence des Parties (COP), le Conseil s'est efforcé de faciliter le processus multi parties prenantes, ouvert à la société civile. Le Conseil a participé à des rapports et des publications scientifiques pour améliorer la sensibilisation autour des questions de la résilience, des mesures à prendre pour faciliter l'adaptation et du rôle de la gouvernance et de l'infrastructure.

Après l'adoption de l'Agenda post-2015 et l'Accord de Paris sur le climat, le Conseil et la communauté internationale de l'eau se sont rassemblés autour de l'initiative #ClimateIsWater pour rallier la communauté climatique et veiller à ce que les débats sur le climat considère sérieusement la question de l'eau. Dans la préparation de la COP22 organisée en 2016 à Marrakech, le Conseil et les membres de #ClimateIsWater visent les présidences de la Conférence des Parties, qui sont les mieux à même de placer l'eau au centre du débat sur le climat.

L'appel de Rabat : De l'eau pour l'Afrique

L'appel de Rabat invite la communauté internationale à accorder la même attention aux mesures visant à atténuer ou à s'adapter au changement climatique. Diffusé à l'issue de la conférence internationale sur l'eau et le climat, organisée conjointement par le gouvernement marocain, le gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau à Rabat, en juillet 2016, sur le thème de « La sécurité hydrique pour une justice climatique, » l'appel plaidait en faveur de moyens pour financer la sécurité de l'accès à l'eau en Afrique face au changement climatique.

Informer le débat

En 2009, le Conseil a collaboré à 16 publications de « Perspective » pour débattre sur le rôle de l'eau dans la lutte contre le changement climatique.

En 2016, le Conseil mondial de l'eau, en collaboration avec le gouvernement du Mexique, a publié un document intitulé : « Increasing Resilience to Climate Variability and Change: The Role of Infrastructure and Governance in the Context of Adaptation » (Améliorer la résilience à la variabilité et au changement climatique : rôle des infrastructures et de la gouvernance dans un contexte d'adaptation). L'analyse examinait les rôles que peuvent jouer les systèmes de stockage et de gestion de l'eau, aujourd'hui et demain, pour atténuer les impacts du changement et de la variabilité climatique, et pour s'y adapter. Les études de cas, réalisées dans les régions arides d'Amérique, Australie, Brésil, Chine, Égypte, France, Népal, Mexique, Pakistan, Turquie et Afrique du Sud, présentent les implications en matière de politique publique et de gouvernance ; des alternatives décisionnelles concernant les pratiques de stockage et de gestion de l'eau ; et identifient les activités qui renforcent la flexibilité dans la gestion de l'eau et qui renforcent les capacités d'adaptation au changement climatique.

#ClimateIsWater

« [Les ressources en] eau … sont très affectées par le réchauffement climatique et, en même temps, elles sont un élément absolument crucial pour le développement. »

« C'est à travers l'eau que nous pouvons mesurer à la fois la gravité et l'accélération du réchauffement climatique ; pourtant nous pouvons voir, à travers l'eau, que des solutions peuvent être trouvées. »

Ségolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer,
chargée des Relations internationales sur le climat
France, COP21, Paris, 2015.

L'eau dans l'opinion publique

Il y a vingt ans, rares étaient ceux qui avaient une véritable compréhension de l'importance de l'eau. Pourtant, il était fondamental que les problèmes relatifs à la question de l'eau soient bien compris non seulement dans les hautes sphères mais aussi par le grand public. Cette compréhension était et reste capitale pour le développement socio-économique et l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble des populations.

Face à cette lacune, le Conseil a entrepris de sensibiliser toutes les couches de la société, des plus hauts dirigeants politiques aux citoyens. C'est d'ailleurs un des objectifs inscrits dans les Statuts du Conseil. Depuis le début de son histoire, le Conseil a travaillé sans relâche, avec de multiples organisations partenaires, pour capter l'attention des médias et impliquer le grand public, en organisant de nombreux événements, parfois culturels, parfois pédagogiques, et des programmes spéciaux dédiés à la cause de l'eau.

Parce que les médias jouent un rôle essentiel, il était impératif de mettre en place un programme spécial sur les questions de l'eau. S'appuyant sur le succès du programme « Water Media Network, » créé par le gouvernement néerlandais en 2004, mis en œuvre par l'Institut de la Banque Mondiale puis finalement transféré au Conseil, le « Water Media Program » fut créé au milieu des années 2000. Ce programme avait pour objectif de donner aux journalistes du monde entier les moyens de mieux comprendre et relayer les questions liées à l'eau. Ce programme proposait des ateliers de formation et mettait à la disposition des journalistes un centre de ressources et d'informations dédiées à l'eau. Atteignant un large public dans le monde, le Conseil, avec ses membres et partenaires, a permis de donner une plus forte visibilité à l'eau dans le cadre d'événements internationaux. Citons par exemple le Pavillon mondial de l'Eau créé pour l'exposition universelle, Shanghai Expo 2010. Pendant plus de six mois, divers événements et activités pour les enfants ont servi à expliquer à 4 000 visiteurs par jour ce qu'est une bonne gestion de l'eau dans les villes. Les Forums, foires et expos fournissent également une plateforme idéale pour informer et sensibiliser le grand public aux questions de l'eau. De plus, depuis le 6ème Forum mondial de l'eau de 2012, chaque Forum intègre un programme d'activités avec et pour les citoyens.

Aujourd'hui, 20 ans après la rédaction des Statuts du Conseil mondial de l'eau, les citoyens du monde entier comprennent mieux et s'intéressent davantage aux sujets de l'eau. Cette attention a eu un impact profond sur la transparence et les réformes des politiques publiques, ainsi que sur la compréhension du public en général. L'intérêt de la presse pour la question de l'eau, vitale pour la société, a aussi pris de l'ampleur. L'eau est désormais un sujet d'actualité et de plus en plus de journalistes sont en mesure d'analyser et d'apprécier la complexité sociale, environnementale, législative et financière de la gestion de l'eau.

Dans le cadre de ses multiples activités de sensibilisation, le Conseil a organisé ou soutenu différentes formes d'actions pour transmettre son message sur l'eau.

- Depuis 2006 : les Rencontres internationales de l'Eau et du Cinéma avaient pour objectif de souligner le rôle du film et de la culture dans la recherche de solutions aux problèmes de l'eau
- 2010 : les concerts et courses amicales de Live Earth ont permis de financer différents projets et d'impliquer le grand public
- 2010 et 2011 : des concours de photographie ont été organisés pour accroître la prise de conscience sur les différents aspects de l'eau
- 2012 : le documentaire internet ' « L'Eau a le Droit » et le DVD « Message in a Bottle » ont permis de sensibiliser le public sur le droit à l'eau

World
Water
Pavilion 世界水展馆

The World Water Council
at World Water Week
2016
NEWSLETTER
News

Complice

L'accès à l'eau pour tous

L'eau et l'assainissement pour tous ne seront possibles uniquement que lorsque les priorités mondiales entraineront la mise en place d'actions localement. En 2012, le Comité International du 6ème Forum mondial de l'eau a lancé l'initiative « L'accès à l'eau pour tous. » Cette initiative a permis de distribuer les fonds restant après la clôture des comptes du Comité, plus d'un million d'euros, pour financer des projets sur le terrain au service de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Les 16 projets conservaient l'esprit du 6ème Forum mondial de l'eau, « Le Temps des Solutions » en appliquant des solutions pratiques à des problèmes tangibles. Les projets avaient différents buts et adaptaient les approches en fonction du contexte local mais ils avaient tous pour but d'assurer l'accès aux besoins humains élémentaires d'eau et d'assainissement. La formation et le développement des capacités des communautés à gérer les installations étaient également des points importants des projets.

A travers cette initiative, « L'accès à l'eau pour tous », le Conseil, en collaboration avec les partenaires du Forum, a aidé près de 100 000 personnes dans des régions en développement et a permis d'améliorer leurs conditions de vie. L'initiative a contribué de manière significative à mettre en place la stratégie du Conseil en améliorant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, un droit de l'homme fondamental et reconnu. Le Conseil a ensuite poursuivi son objectif de faire de l'accès à l'eau une réalité partout dans le monde en augmentant la sensibilisation à l'eau dans le cadre de l'Agenda post-2015 du développement et en contribuant avec succès à l'adoption du 6ème Objectif de développement durable : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Les projets d'accès à l'eau pour tous :

- Approvisionnement en eau et assimilation des pratiques d'assainissement collectives, Madagascar
- Extension du réseau d'approvisionnement en eau dans les communautés rurales, Sénégal
- Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans dix écoles, Togo
- Amélioration de l'eau et de la santé dans la province de Siem Reap, Cambodge
- Accès à l'eau et à l'assainissement dans six écoles médicales et techniques rurales, Mexique
- Pour une gestion complète de l'eau à Tierra Muscady, Haïti
- Les enfants sont les artisans du changement : initiative WASH dans les écoles de Kerala, Inde
- Station d'épuration communautaire, Bangladesh
- Réduire la vulnérabilité des communautés de Céchi en établissant un système d'accès à l'eau public, Côte d'Ivoire
- Accès à l'eau dans les communautés rurales avec la participation des citoyens et des femmes en particulier, Nicaragua
- Fournir un accès à l'eau potable et à l'assainissement, Nicaragua
- Système d'eau intelligent pour les écoles vertes, Ukraine
- Forage, latrines et salles d'eau, Mongolie
- Eau potable pour les écoles de Delta, Argentine
- Accès communautaire à l'eau potable et à l'assainissement de base, Guatemala
- Renforcement de la gestion communautaire de l'eau en Amérique centrale, cinq pays en Amérique centrale

Latrines et salles d'eau, Mongolie.

Universaliser la sécurité hydrique

La sécurité hydrique sera une réalité lorsque le monde entier aura accès à l'eau, à la fois physiquement et financièrement, mais aussi en qualité et en quantité afin de pouvoir mener une vie saine et prospère. Le concept de sécurité hydrique découle des trois piliers du développement durable afin de répondre aux besoins essentiels des êtres humains, de permettre un développement économique et de préserver l'environnement. Assurer la sécurité hydrique dans une époque de bouleversements, tels que la croissance démographique ou le changement climatique, exige de mettre un terme au statu quo. Cela exige d'adopter des approches développant des infrastructures multifonctionnelles, avec des institutions adaptées et des innovations techniques.

Depuis sa création, le Conseil s'est engagé à développer le mandat politique de la sécurité hydrique, en préconisant des stratégies multidimensionnelles. Dès l'an 2000, le Conseil publie un rapport collaboratif « L'eau : l'affaire de tout le monde » en y intégrant le concept d'une « sécurité hydrique à travers le monde. » Une décennie plus tard, en proposant sa stratégie 2013 – 2015, le Conseil intégrait des axes visant à renforcer les actions permettant l'élaboration de politiques en faveur d'une sécurité hydrique globale.

Le développement durable est dépendant de la sécurité hydrique. Ainsi, le Conseil s'est particulièrement investi dans l'élaboration des Objectifs de développement durable afin d'universaliser la sécurité hydrique dans le futur. Le 6ème Objectif de développement durable est dédié à l'eau et appelle à « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Il atteste des efforts faits par le Conseil et ses partenaires de la communauté de l'eau, pour placer la sécurité hydrique au cœur même du développement durable.

Le Pacte pour la Sécurité Hydrique

Le Conseil mondial de l'eau a lancé le Pacte pour la sécurité hydrique, en 2012, lors d'une session dédiée à l'eau et la sécurité alimentaire en marge de la 67ème Assemblée générale des Nations unies. Parmi les participants, figuraient : Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies, Khaled bin Mohamed Al-Attiyah, Ministre d'État aux Affaires Étrangères du Qatar et José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le Président du Conseil appela de ses vœux les 30 gouvernements représentés à placer l'eau au centre de leurs priorités politiques et budgétaires en :

- Entérinant le droit à l'eau dans leurs constitutions
- Accroissant l'importance politique de l'eau et de l'assainissement à toutes les échelles
- Développant des politiques publiques pour réguler la demande en eau
- Reconnaissant les interdépendances entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et la santé
- S'engageant à fournir l'eau et l'assainissement dans les écoles
- Soutenant la création d'un Objectif de développement durable post-2015 pour l'eau

« Notre programme au niveau international pour la sécurité hydrique est de permettre aux populations et aux activités humaines d'être moins vulnérables aux conséquences des changements globaux pour tous les secteurs et à travers tous les continents. Les temps changent et nos approches doivent s'adapter aux défis qui s'imposent à nous. »

Benedito Braga, Président du Conseil mondial de l'eau depuis novembre 2012.

L'eau et l'énergie

L'eau et l'énergie sont indissociables. Pour produire et transférer de l'énergie, l'eau est essentielle. Pour extraire, traiter et transporter de l'eau, l'énergie est indispensable. Autrement dit, un lien intrinsèque unit ces deux ressources pour résoudre un enjeu commun : garantir une sécurité hydrique et assurer une demande croissante d'énergie à travers le monde.

Le 5ème Forum mondial de l'eau s'est particulièrement intéressé au besoin d'intégrer les politiques d'eau et d'énergie. En 2011, afin d'attirer l'attention sur ce besoin, le Conseil signa un partenariat avec Electricité de France (EDF) et le Comité international du Forum pour alimenter les discussions du Panel de haut niveau portant sur l'eau, l'alimentation et l'énergie au cours du 6ème Forum mondial de l'eau. Les intervenants orientèrent leurs travaux sur deux questions : l'eau pour l'énergie et l'énergie pour l'eau, et l'hydroélectricité durable et les usages multiples des réservoirs. Cette initiative permit au Forum de lancer un ambitieux projet afin d'établir un cadre conceptuel et analytique pour évaluer l'impact de la production énergétique sur l'eau et publier un rapport sur le sujet. Ce cadre fût présenté lors du 7ème Forum mondial de l'eau.

De plus, en 2012, à l'issue du 6ème Forum mondial de l'eau, le Conseil mondial de l'eau et le Conseil mondial de l'énergie signèrent un mémorandum d'entente pour faciliter un dialogue intersectoriel.

Durant l'année 2014, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau ayant pour thème l'eau et l'énergie, le Conseil attira l'attention sur les relations entretenues entre ces deux secteurs. EDF et le Conseil organisèrent plusieurs sessions consacrées aux liens entre l'eau et l'énergie lors du lancement du Rapport mondial 2014 sur la mise en valeur des ressources en eau et de la Semaine mondiale de l'eau axés sur ce même thème. Le président Benedito Braga aborda la question de l'eau et de l'énergie à une table ronde organisée à la Banque Mondiale lors de la réunion du Fonds monétaire international en cette même année. Le Conseil a également soutenu la Conférence internationale sur l'eau et l'énergie, « Préserver le flux de la vie » organisée à Lyon en octobre 2014. Les conclusions de la conférence furent intégrées au 7ème Forum mondial de l'eau en 2015.

La nouvelle stratégie triennale du Conseil pour la période 2016-2018, « Sécuriser, adapter, soutenir, » reste centrée sur l'eau et l'énergie, en termes d'interactions entre les secteurs et dans la mesure où l'eau et l'énergie sont liées à d'autres enjeux tels que la production alimentaire et le changement climatique.

« Gérer les risques ne signifie pas rester inactif. Au regard des besoins non satisfaits en électricité dans le monde, de la pénurie croissante d'eau dans de nombreux pays et des menaces climatiques auxquelles nous sommes tous confrontés, nous devons tout simplement aider les pays à développer leur potentiel hydroélectrique en toute sécurité. »

Jim Yong Kim,
Président de la Banque Mondiale, à l'ouverture de la conférence « Relever le défi de l'énergie renouvelable, » 2014, Washington DC, Etats-Unis.

Eau et énergie

À peu près 75 % de tous les prélèvements hydriques dans le secteur secondaire sont utilisés à des fins de production énergétique. L'hydroélectricité est la source d'énergie renouvelable la plus importante pour la production d'électricité, et sa part dans la production électrique totale devrait demeurer aux alentours de 16 % jusqu'en 2035.

Source : Journée mondiale de l'eau 2014, sur le thème de l'eau et de l'énergie
www.unwater.org/wwd14/

L'eau pour l'alimentation

Pas moins de 70 % de l'eau douce disponible dans le monde est utilisée pour l'agriculture irriguée. Une meilleure utilisation de l'eau pour la production de nourriture est devenue un enjeu majeur.

Afin d'analyser les liens unissant l'eau à la production alimentaire, le Conseil a établi des partenariats solides avec des acteurs internationaux influents tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission internationale des irrigations et du drainage, l'Institut international de gestion de l'eau et, plus récemment, le *Water for Food Daugherty Global Institute* de l'Université du Nebraska aux États-Unis. En 2000, lors du 2ème Forum mondial de l'eau, le Conseil a collaboré avec ces organisations sur le thème de l'eau pour la sécurité alimentaire. Ces questions furent également traitées lors des 3ème et 4ème Forums.

A l'échelle mondiale, il y a suffisamment d'eau pour produire de la nourriture, toutefois sa répartition reste inégale. De nombreux pays vont continuer à dépendre du commerce international pour assurer leur sécurité alimentaire. Le Conseil a organisé une session spéciale sur les implications du commerce de l'eau virtuelle pour l'eau et l'alimentation au 3ème Forum mondial de l'eau, en 2003. Cette session a connu un énorme succès. Elle permit de stimuler le débat et les discussions malgré la diversité des points de vue.

Le Conseil a également mis l'accent sur l'urgence que constitue la compétition pour l'accès à l'eau entre la production alimentaire et la production de biocarburants. Lors du 5ème Forum mondial de l'eau, le Conseil a mobilisé un Panel de haut niveau sur l'eau, l'alimentation et l'énergie afin de déterminer les impacts des secteurs alimentaire et énergétique sur les ressources en eau.

Ayant abordé la question de la rareté de l'eau dans de nombreuses régions du monde, le Conseil a insisté pour étudier les solutions amenant une meilleure utilisation de l'eau. Son partenariat avec la FAO a donné naissance à un Panel de haut niveau sur la sécurité hydrique et la sécurité alimentaire, qui, lors du 7ème Forum mondial de l'eau, s'est intéressé aux solutions à atteindre dans le futur.

Alors que les ressources en eau sont limitées, et soumises à une concurrence croissante pour la production de denrées alimentaires, le Conseil s'est engagé à promouvoir des politiques innovantes favorisant un usage efficient de l'eau dans l'agriculture. Les dirigeants et décideurs politiques ont désormais une bien meilleure compréhension des enjeux liés à une gestion durable de l'eau qu'il y a 20 ans.

Publications

Le Conseil a organisé une conférence en ligne faisant suite à la session consacrée aux échanges d'eau virtuelle au 3ème Forum mondial de l'eau. En 2004, le Conseil a publié un rapport sur les débats menés entre les 300 personnes présentes et les intervenants : « E-Conference Synthesis: Virtual Water Trade - Conscious Choices » (Synthèse de la conférence en ligne : Le commerce de l'eau virtuelle : des choix avisés).

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Conseil partagent les mêmes points de vue sur l'importance de l'eau dans l'agriculture. En 2015, ils ont collaboré à la rédaction du livre blanc « Towards a Water and Food Secure Future - Critical Perspectives for Policy makers » (Vers la sécurité hydrique et alimentaire - Perspectives critiques pour les décideurs politiques). Cette publication établit les liens entre l'eau et l'alimentation et formule des recommandations pour des solutions politiques innovantes qui servirent le débat sur la sécurité hydrique et alimentaire au 7ème Forum mondial de l'eau.

« L'agriculture est aujourd'hui confrontée à des défis complexes, notamment à la nécessité de produire davantage de denrées alimentaires tout en réduisant la consommation d'eau et l'occupation des sols, et en s'adaptant aux changements climatiques. […] Nous avons le devoir d'agir maintenant. L'eau - et sa gestion saine - doivent être au centre de notre réponse à ces défis. »

José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Les problèmes induits par une gestion administrative et fragmentée de l'eau ont favorisé l'émergence de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Dans les années 1990, cette approche était envisagée comme une solution permettant de coordonner le développement et la gestion de l'eau, des terres et des ressources associées, tout en favorisant un bien-être social et économique équitables. Cependant, sa mise en œuvre a pris du retard.

Depuis sa création, le Conseil n'a cessé de souligner l'importance de la GIRE. S'appuyant sur l'Agenda 21, décidé lors du Sommet de la Terre en 1992, le Conseil s'est vigoureusement battu pour que la GIRE soit reconnue par les pays comme une approche à adopter pour une gestion de l'eau efficace et harmonieuse. Le Conseil a engagé de nombreuses consultations afin de favoriser la mise en œuvre de la GIRE. Le Forum mondial de l'eau, qui se tient tous les trois ans, a d'ailleurs inscrit ce thème de manière récurrente à son ordre du jour.

Les Forums ont permis de développer une vision commune de la GIRE durable. En fournissant aux acteurs clé un espace pour discuter des politiques et des stratégies envisageables, des enseignements ont pu être tirés des expériences de chacun et s'inspirer des outils existants. Les travaux auxquels le Conseil participe, en coopération avec d'autres organisations d'experts, ont permis de mieux les comprendre.

Afin de lui donner une dynamique, le Conseil a intégré la GIRE et la bonne gouvernance de l'eau à sa stratégie 2013-2015 « Un pacte pour la sécurité de l'eau." Une Task Force spécifique fut alors créée pour promouvoir dans le monde des politiques et des stratégies de gestion intégrée des ressources en eau. En se concentrant sur les Objectifs de 2030, la discussion est ouverte sur le renouvellement de l'agenda politique en faveur de la GIRE. En 2015, la Task Force a rédigé un livre blanc (*Discussion Paper*) proposant des approches novatrices de mise en œuvre de la GIRE pour atteindre les Objectifs de développement durable liés à l'eau.

Au travers de ses membres et du Forum mondial de l'eau, le Conseil a favorisé la reconnaissance à l'échelle mondiale de ce mode de gestion et a contribué à une meilleure compréhension de la GIRE : ce qu'elle représente en pratique, aux niveaux local, national et international. L'engagement continu du Conseil dans les démarches de sensibilisation et de consultation a permis de mettre en évidence l'importance de la GIRE, contribuant ainsi à la formulation de la cible 6.5 consacrée à la GIRE des Objectifs de développement durable.

> *« Les ressources mondiales en eau seront gérées de façon intégrée à tous les niveaux, individuel ou international, afin de servir les intérêts de l'humanité et ceux de la planète dans un esprit d'efficacité et d'équité. »*
>
> La Vision Mondiale de l'Eau
> L'eau : l'affaire de tout le monde

Ajouter la GIRE aux Objectifs de développement durable

Le Conseil a contribué au processus de création d'un Objectif de développement durable dédié à l'eau, et plus particulièrement à la cible 6.5 consacrée à la GIRE.

« D'ici 2030, mettre en œuvre la gestion intégrée des ressources en eau, à tous les niveaux, y compris à travers la coopération transfrontalière le cas échéant »

Remerciements

Le Conseil mondial de l'eau souhaite exprimer sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à sa mission au cours de ces 20 dernières années, ainsi qu'à ceux qui ont participé à la réalisation de ce livre pour la célébration de 20 années d'engagement.

Photos

Lorsqu'une page comporte plusieurs photos, les légendes et les crédits sont indiqués en suivant l'ordre des photos de gauche à droite et de haut en bas.

Page 4
7ème Assemblée générale du Conseil mondial de l'eau : Conseil mondial de l'eau/Sigrun Sauerzapfe
Page 7
Mahmoud Abu-Zeid, Président du Conseil mondial de l'eau, 1996–2003: Archives du Conseil mondial de l'eau
Inauguration du nouveau siège du Conseil mondial de l'eau en 2006, accueilli par la ville de Marseille, avec (de gauche à droite): Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau, 2005–2012, Dominique Vlasto, adjointe au maire de la ville de Marseille, Benedito Braga, Président du Conseil mondial de l'eau depuis novembre 2012, et Jean-Claude
Gaudin, sénateur-maire: Conseil mondial de l'eau Palais Longchamp, ville de Marseille DirComm
Page 9
1er Forum mondial de l'eau, Marrakech, Maroc : Archives Conseil mondial de l'eau
Kenzo Hiroki, secrétaire général adjoint du 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto-Shiga-Osaka, Japon, et William J. Cossgrove, Président du Conseil mondial de l'eau, 2003–2005: Secrétariat 3ème Forum mondial de l'eau
6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France: Conseil mondial de l'eau/Jean-Marie Huron
Chefs d'état lors de la cérémonie d'ouverture du 7ème Forum mondial de l'eau, Daegu & Gyeongbuk, République de Corée: Comité national
Conférence ministérielle, 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France: Conseil mondial de l'eau/Jean-Marie Huron
Initiative citoyenne au 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France: Conseil mondial de l'eau/Sigrun Sauerzapfe
5ème Forum mondial de l'eau, Istanbul, Turquie : Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau
Le Prince d'Orange avec des officiels de haut niveau au 2ème Forum mondial de l'eau, La Hague, Pays-Bas : Archives Conseil mondial de l'eau
Réunion d'ouverture du 8ème Forum mondial de l'eau, Brasilia, Brésil: Conseil mondial de l'eau/Israel Lima
Page 11
Infrastructure, site d'Aubert, France : Electricité de France (EDF)/Oddoux Franck
Page 13
La Revue Water Policy : Conseil mondial de l'eau/Sigrun Sauerzapfe
Page 15
Paysage urbain : Conseil mondial de l'eau/Ali Altamini
Page 17
Canal et infrastructures sur la Durance. Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse: Agence de l'eau/F. Barratier
Page 19
Site de Marikina, Philippines : Conseil mondial de l'eau/Victoriano Danilo
Page 21
Bourse de Francfort : Creative Commons/Travel Aficionado
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, au 4ème Forum mondial de l'Eau, Mexico, Mexique : secrétariat du Forum mondial de l'eau
Traitement des eaux usées, Montpellier, France : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse/ Alain Cabot
Page 23
Cérémonie du Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau au 7ème Forum mondial de l'eau, Daegu & Gyeongbuk, République de Corée : Conseil mondial de l'eau
Cérémonie du Prix de Mexico Water Prize au 7ème Forum mondial de l'eau, Daegu & Gyeongbuk, République de Corée : Conseil mondial de l'eau
Cérémonie du Grand Prix mondial de l'eau de Kyoto au 5ème Forum mondial de l'eau, Istanbul, Turquie : Secrétariat du Forum mondial de l'eau
Champs télé-irrigués, Niamey, Niger: Tech-Innov/ Abdou Maman Kané, Lauréat 2015 du Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau
Page 25
Délégation du Conseil mondial de l'eau auprès de Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies, au siège des Nations unies, 2012: Conseil mondial de l'eau
Drapeaux de l'Exposition universelle de 2010 à Shanghai : Conseil mondial de l'eau/Danielle Gaillard-Picher

Conférence sur la coopération internationale « Cooperating Beyond Borders » au Parlement européen, à Strasbourg, décembre 2013 : Cercle Français de l'Eau/Rémy Gauderat

Conférence de presse conjointe sur l'eau et le climat à la COP21, décembre 2015, Paris, France : Conseil mondial de l'eau/Kata Molnar

Le Prince du Japon au Pavillon mondial de l'eau, Shanghai Expo, 2010 : Forum Japonais de l'eau

Message vidéo de Jacques Chirac, Président de la République française, au 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, Japon, 2003 : Conseil mondial de l'eau

Président du Conseil mondial de l'eau en compagnie du Président du Mexique, hôte de la 52ème réunion du Conseil des gouverneurs : Conseil mondial de l'eau

Page 27

L'eau pour tous/Nancy Haws - Water for People

Page 29

Femme dans les eaux en crue : Conseil mondial de l'eau/Abdullah Abirt

Eau et catastrophes : Conseil mondial de l'eau/ Camille Moirenc

Sécheresse : Conseil mondial de l'eau/ Rlyad Mohammed

Page 31

Les autorités locales et régionales mobilisées pour la signature d'une déclaration commune des gouvernements locaux sur l'eau ("Local Government Declaration on Water"), 4ème Forum mondial de l'eau, Mexico, Mexique : Secrétariat du Forum mondial de l'eau

Signature d'un memorandum d'accord avec UN-Habitat, CGLU, ICLEI et Gwopa lors de la 53ème réunion du Conseil des gouverneurs, Marseille, 27–28 octobre 2014: Conseil mondial de l'eau/ JM Huron

Vue aérienne sur l'estuaire de la Corne d'or, vers le sud d'Istanbul, la vieille ville et, au fond, la mer de Marmara : Shutterstock

Page 33

Site de Bimont, France: Société du Canal de Provence/Camille Moirenc

Page 35

Visite d'écoliers au 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France : Comité International du Forum/ Christophe Taamourte

Kit éducatif 'Message in a Bottle' inauguré au 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France : Conseil mondial de l'eau/E-graine d'Images

Pavillon mondial de l'eau à l'Exposition universelle de 2010 – Shanghai Expo : Conseil mondial de l'eau

Atelier « Water Media Network », Ciudad Valles, Mexique, 2005, sur la route du 4ème Forum mondial de l'eau, Mexico, Mexique : Conseil mondial de l'eau

Newsletter et site du Conseil mondial de l'eau : Scriptoria et Conseil mondial de l'eau/ Fabien Canale

Mur des souhaits pour l'eau, Pavillon du Conseil, 7ème Forum mondial de l'eau, Daegu, République de Corée: Conseil mondial de l'eau

Chorale d'enfants ouvrant le 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France : Comité International du Forum/Christophe Taamourte

Engagement au Village des solutions, 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France : Comité du Forum International/Christophe Taamourte

Documentaire 'Water has the Right' visible sur www. water-has- the-right.com : Conseil mondial de l'eau/E-graine d'Images

Exposition des globes d'eau au 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France: Conseil mondial de l'eau/JM Huron

Reporters photographiant et filmant les officiels arrivant au 6ème Forum mondial de l'eau, Marseille, France : Comité International du Forum/ Christophe Taamourte

Page 37

Initiative Accès à l'eau pour tous en Mongolie, "Prévention des maladies liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement" : Fondation Sentier d'Action

Page 39

Image créée par Marsatwork pour le Conseil mondial de l'eau. Toutes les photos de visage du globe sont gracieusement cédées par les photographes de Creative Commons : Terry Feuerborn/buck82/ Hamed Saber/Ernie 01/Patrick/Vadim Pacev/ Ankur gallery Rakesh JV/liz west/Eric Parker/Ville Pohjanheimo/William Cho/Anja Disseldorp/Logan Campbell Bolshakov/Kamyar/ Adl/typexnick/ Sodanie Chea/Michael Fötsch/ PROFlavio/ Márton Divényi Alex Proimos/ Eselsmann/Nisarg Lakhmani/Luke Price/Sheena Leong/Parker Knight/Rod Waddington Daniel Incandela/John Ragai/davebloggs007/ web4camguy/Philip-McMaster/Nithi Anand/Bud Ellison Mark Fischer/ Emilien ETIENNE/Bold Content/Steve Evans/ Svenska Mässan

Page 41

Lâcher d'eau sur un barrage : Shutterstock/ Deborah Lee Rossiter

Page 43

Paysans récoltant le blé pour faire du pain au Soudan : Tom Allen

Page 45

Panorama d'été sur une vallée verte de paysage alpin : Shutterstock /Ivan Aleshin

Publé en novembre 2016 par le Conseil mondial de l’eau

Conception et rédaction par Scriptoria

Imprimé par CCI Imprimerie Marseille

Conseil mondial de l'eau
Espace Gaymard
2-4 Place d'Arvieux
13002 Marseille - France
www.worldwatercouncil.org